

## Pour une maison des communs

**Le résultat des Européennes laisse apparaître un paysage politique organisé autour de trois pôles : le parti présidentiel, dont le centre de gravité a nettement basculé à droite, le Rassemblement national et la Gauche, malheureusement, totalement éclatée.**

**D**ans une interview accordée au *Monde* le 29 mai, ainsi que dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion du Conseil national extraordinaire qui s'est tenu le 28 mai, Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti Socialiste, a tiré le bilan des Européennes mais a surtout tracé les perspectives pour les semaines et les mois qui viennent : parvenir à rassembler la gauche.

**« Depuis l'élection présidentielle, nous vivons un moment de décomposition des cadres anciens »,** constate le Premier secrétaire du PS. Pour lui, le scrutin européen marque une forme de clarification et comme il l'a rappelé à la tribune du Conseil national : **« ce scrutin a joué un rôle de révélateur. Nous avons aujourd'hui un bloc d'Extrême-droite, un autre, autour d'Emmanuel Macron qui se maintient au-dessus de 20% grâce au seul renfort des électeurs qui ont fait le succès de François Fillon en 2017. La Droite s'est choisi son champion ! Et enfin, il y a, à Gauche, un potentiel inexploité, un troisième bloc constitué d'une Gauche fragmentée, qui apparaît comme faible, alors que, rassemblée, elle aurait été, le 26 mai, la première force politique de France ».** Avant même le début de la campagne européenne, compte tenu de la dispersion des listes, Olivier Faure et Raphaël Glucksmann avaient prédit ce résultat.

Maintenant que faire ? **« On a pendant deux ans subi la décomposition,**



*Il faut dépasser les structures actuelles*

**maintenant il faut agir sur la recomposition. C'est l'heure du big bang ! »,** estime Olivier Faure dans *Le Monde*. **« La main que j'ai tendue n'est pas une simple réédition du passé, avec la volonté de caporaliser telle ou telle force »,** a précisé Olivier Faure.

**« Je suis partisan d'une forme de dépassement des structures actuelles. Il faut créer les conditions d'une maison des communs. C'est possible à condition qu'on en finisse avec nos vieux démons. Nous avons commencé avec Place Publique, Nouvelle Donne et le Parti Radical de Gauche, en fonctionnant dans le respect réciproque et la volonté de concilier des approches voire des cultures différentes. Tout l'enjeu est de parvenir à marier la social-démocratie et l'écologie politique : il faut penser ensemble le combat social et celui pour la sauvegarde de la planète. »**

Pour Olivier Faure, l'union ne passera pas par des accords d'appareils comme on a pu en connaître au XX<sup>e</sup> siècle : **« il y a des personnalités, nombreuses, des citoyens innombrables qui ont envie d'entrer dans un processus de constitution d'une structure qui porte l'ensemble de la Gauche et de l'Écologie sans avoir à choisir X, Y ou Z ».**



## Merci Michel Serres

**M**ichel Serres, qui nous a quitté le 1<sup>er</sup> juin, occupait une place particulière dans le paysage intellectuel français. Il était un philosophe présent dans les médias mais sans jamais créer le buzz ou participer à une polémique. Il dénonçait la tendance réactionnaire d'une partie de la société à se réfugier dans le *« c'était mieux avant »* mais d'un point de vue théorique, sans jamais s'en prendre aux tenants de cette idéologie. Chiffres à l'appui, il expliquait pourquoi, compte tenu des progrès de la médecine, des conditions de vie et de travail, du risque de guerres etc... il valait largement mieux être Français, en 2019 qu'en 1919.

Car Michel Serres apportait une dimension essentielle dans le débat : le temps. C'est ce qui permet, lorsqu'on le maîtrise, de mesurer l'essentiel de l'anecdote, l'important du futile.

Il invitait toujours ses lecteurs à comprendre et à imaginer l'avenir en l'accompagnant plutôt qu'en essayant de l'empêcher.

# Un Centre national pour les phares

**Avec ses 1 200 km de côtes, le Finistère est le principal département maritime de France. Et Brest entend bien conforter sa place de capitale maritime européenne, sous tous ses aspects : scientifiques, culturels, touristiques, économiques...**



Enfin, ce centre va voir le jour

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'annonce du début des travaux du Centre national des phares qui doivent débuter au mois d'octobre pour une ouverture dans le courant de l'année 2021.

Le 29 mai, Nathalie Sarrabezolles pour le Département, François Cuillandre pour Brest métropole, et Forough Salami-Dadkhah pour la Région, ont présenté à la presse le projet qui a été retenu. **«Enfin, ce Centre national va voir le jour»**, se sont félicités les trois élu.es. En effet, c'est en 2009, au Grenelle de la mer, que la décision de construire

ce Centre national à Brest a été prise. **«Mais s'il sera bien implanté sur le port de commerce, en agrandissement de l'ancienne criée, le projet de valorisation des phares comprend aussi un versant ouessantin»**, a précisé la présidente du Conseil départemental. **«Près de cinq millions d'euros vont être investis pour améliorer l'accueil du public»**, a-t-elle insisté pour couper court aux rumeurs.

**«Ce projet concerne à la fois, Brest et Ouessant.»**

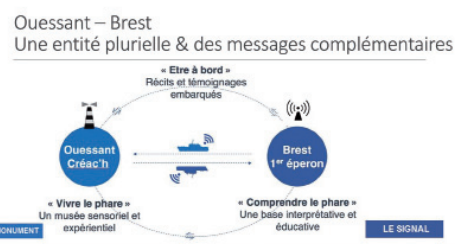
**«Nous allons mettre en place un parcours de découverte maritime cohérent»**, a insisté François Cuillandre. **«Il débutera à Océanopolis, se poursuivra au Centre national des phares et s'achèvera, un peu plus haut, au Musée de la Marine»**. Sans oublier, puisque la gare maritime se trouve à quelques pas, la possibilité de se rendre à Molène et Ouessant.

Au-delà de cette dimension touristique, le Centre national des phares sera un lieu de valorisation des collections qui étaient jusqu'à présent disséminés dans plusieurs sites, à Ouessant ou Lannilis, notamment.

Mais sa première fonction sera pédagogique. Trop souvent, on ne retient que l'aspect architectural des phares. Et il est vrai que les architectes et les constructeurs ont réalisé des prouesses.

Pourtant, les phares constituent un concentré de technologies et d'innovations aussi bien en ce qui concerne l'optique que les énergies renouvelables.

Le Centre national accueillera donc le grand public, les scolaires mais aussi les chercheurs qui auront à leur disposition des fonds d'archives pour effectuer leurs recherches.



Deux sites pour ce projet

Voulu par l'État, porté par le Département et soutenu par la Métropole et la Région, ce projet renforcera encore la place de Brest comme capitale européenne de la mer. Cette annonce intervenant quelques jours avant la conférence internationale de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique qui se tiendra aux Capucins du 17 au 19 juin sous l'égide de la Région Bretagne, Brest Métropole, le ministère de la Culture, le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

## L'accessibilité reste la priorité



Nathalie Sarrabezolles, présidente du Conseil départemental du Finistère, proposera aux 54 élu.e.s du département de soutenir financièrement l'obligation de service public pour la ligne aérienne Quimper/Orly, lors de la prochaine séance plénière qui se tiendra le 20 juin.

Cette obligation doit permettre de maintenir une lignée aérienne entre Quimper et Paris Orly. **«Les élu.e.s du Finistère demeurent toujours vigilants sur le déploiement complet du Pacte d'Accessibilité pour la Bretagne avec une attention particulière sur le ferroviaire pour mettre Brest et Quimper à trois heures de Paris»**, a rappelé la présidente du Département.

En effet, le Conseil départemental a mis ces questions d'accessibilité du Finistère parmi ses priorités dans son attention à l'aménagement du territoire. **«Dans le pacte d'accessibilité il y avait plusieurs axes»**, rappelle Nathalie Sarrabezolles. **«L'un d'entre eux était la question de la ligne aérienne Quimper/Orly. Nous**

**sommes appelés à présent au tour de table du financement de cette obligation de service public. Je compte proposer aux élus du département de s'y engager, l'État et le Conseil régional mettant la plus grande partie des moyens financiers. Le Département sera aux côtés des partenaires du territoire pour financer cette obligation de service public»**, s'est engagée la présidente du Conseil départemental.

**«Il nous reste à présent à ne pas oublier la suite de ce pacte d'accessibilité. Il n'y a pas que la question aérienne. Il y a d'autres enjeux qui nous préoccupent au premier chef, en particulier la question ferroviaire et je pense qu'il nous faut penser ce pacte d'accessibilité dans sa globalité. Cette obligation de service publique durera quatre ans. Cela nous laisse un peu de temps pour penser à l'accessibilité, prévoir un calendrier, aussi, continuer à travailler sur ces questions ferroviaires.»**

**«Avant l'été un comité de pilotage sera réuni. Je compte, bien évidemment, aborder la question de l'objectif trois heures pour les Quimper et Brest/Paris. C'est dans cette globalité que nous pourrions trouver l'équilibre nécessaire pour cette accessibilité tant attendue de l'Ouest breton.»**

# Ce n'est qu'un début...

**Au lendemain, voire au soir des élections, il faut absolument trouver les gagnants et les perdants. Les premiers sont auréolés de gloire et promis à remporter tous les scrutins. Les seconds voués aux gémonies. Pourtant, les vainqueurs d'aujourd'hui ne sont pas obligatoirement ceux de demain. Le manichéisme dont font preuve trop de commentateurs ou de dirigeants politiques empêche de comprendre vraiment le message adressé par les électrices et les électeurs.**



Un bilan contrasté

Le 1<sup>er</sup> juin, une semaine après les Européennes, les socialistes du Finistère se sont retrouvés en Conseil fédéral pour commencer à tirer, lucidement, les leçons des élections européennes et surtout tracer des perspectives d'avenir.

**« Il faut toujours se garder de tirer, à chaud, des conclusions définitives d'un scrutin »,** a insisté le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec.

**« C'est donc un bilan en demi-teinte et en nuances, entre gris clair et gris foncé, qu'a brossé la présidente du Conseil fédéral. »**

Et même une semaine après le vote, les conclusions ne peuvent pas être définitives. **« J'ai trouvé autant de raisons, pour les socialistes, d'être optimistes ou d'être pessimistes »,** a annoncé la présidente du Conseil fédéral et candidate aux Européennes, Forough Salami-Dadkhah.

Commençons par regarder le verre à moitié vide et les raisons qui peuvent inquiéter les socialistes et leurs partenaires. Le RN s'enracine durablement et progresse même en Bretagne qui semblait épargnée par ce

phénomène, lors du précédent scrutin européen.

Mais on en oublie presque qu'il y a cinq ans, les listes étaient Régionales. Dans le Grand Ouest, Christian Troadec menait celle intitulée *« Nous te ferons Europe »*. Dans le Finistère, il réalisait un score de plus de 11 %, a rappelé Forough Salami-Dadkhah. **« En 2014, nous n'avions pas assez vu que le maire de Carhaix était vraiment un rempart au vote Front national. Cinq ans après, dans le Kreiz Breizh, la liste de Jordan Bardella réalise de très bons scores. Nous devons reconnaître que n'avions sans doute pas pris toute la dimension du vote en faveur du maire de Carhaix, à l'époque »,** a admis Forough Salami-Dadkhah.

**« Les électeurs ne se trompent pas d'élection. »**

L'analyse du vote du 26 mai montre également que notre système politique est durablement instable et la Gauche apparaît comme profondément divisée.

Mais on peut aussi voir le verre à moitié plein et trouver des signes d'espoir, comme la hausse du taux de participation. Alors que Marine Le Pen et Emmanuel Macron voulaient installer un affrontement entre Libéraux et Populistes, les électeurs ont décidé de porter leurs suffrages sur la liste des Verts.



Josselin Chesnel, secrétaire fédéral à l'Europe

Quoi qu'il en dise, Emmanuel Macron a perdu son pari puisque sa candidate n'arrive pas en tête du scrutin. Chacun sait que cette première place n'a aucun sens dans une élection à la proportionnelle mais c'est bien le Président, lui-même, qui avait fixé cet objectif à sa tête de liste.

Si la Gauche est divisée, aucune de ses composantes ne peut prétendre la

représenter à elle seule et les électeurs ont clairement désavoué *« le populisme de Gauche »*.



Faire vivre l'union

Et enfin, on sait que les ressorts des élections municipales ne sont pas les mêmes que ceux d'une élection européenne. Ni le mode de scrutin, ni les enjeux ne sont identiques. Or, on sait que les électeurs ne se trompent jamais d'élection.

C'est donc un bilan en demi-teinte et en nuances, entre gris clair et gris foncé, qu'a brossé la présidente du Conseil fédéral.

Pour Yohann Nédélec, les résultats enregistrés par la liste Envie d'Europe ne sont pas bons. Mais ils ne constituent pas une surprise puisque depuis des mois, Olivier Faure et Raphaël Glucksmann prévenaient les électeurs que la multiplication des listes se traduirait par un éparpillement des voix. Cependant, et Raphaël Glucksmann l'a encore rappelé au meeting du 14 mai à Rennes, cette élection n'est qu'une étape dans le processus d'unité de la Gauche

**« Il était de notre responsabilité de porter l'union de la Gauche en répondant à l'appel de Raphaël Glucksmann »,** a confirmé Yohann Nédélec.

Et maintenant? **« Nous devons poursuivre la dynamique d'union et faire vivre l'alliance Parti Socialiste, Place Publique, Nouvelle Donne et Radicaux de Gauche »,** a insisté le Premier secrétaire fédéral. Déjà, les bureaux nationaux de ces quatre organisations vont se réunir conjointement. **« Dans le Finistère, je vais prendre contact avec mes homologues Sylvie Joncour, pour Nouvelle Donne, Julien Masson et Guillaume Broux pour Place Publique et Guillaume Castel pour les Radicaux de Gauche, afin de tirer le bilan de la séquence des Européennes et d'envisager l'avenir, ensemble ».**

# Agenda

13 juin

20h00 : Soirée-débat  
«Égalité Femmes/  
Hommes où en  
sommes-nous?»,  
organisée par le Pôle  
société du XXI<sup>e</sup> siècle,  
au local du PS à Brest.



14 septembre

Fête de la gauche  
à Quimperlé.

Cap Finistère ne  
paraîtra pas la semaine  
prochaine.

Le numéro 1274 arrivera  
le vendredi 21 juin dans  
vos boîtes aux lettres.



## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1273 - Vendredi 7 juin 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)  
Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP



# Des inspé d'inspiration libérale

Arlette Roudaut

**Pour la formation des enseignants, il faut arrêter de détricoter sans arrêt ce qui existe déjà sans qu'il y ait une évaluation indépendante, estime Arlette Roudaut qui fut responsable du site IUFM de Brest, de 1992 à 2001.**

**Cap Finistère : Avec son projet d'INSPE, Jean-Michel Blanquer s'inscrit dans la longue tradition des ministres qui modifient la formation des enseignants.**

**Arlette Roudaut :** Avec plus ou moins de bonheur ! Sans remonter à Jules Ferry, il faut revenir à mai 68. Le pouvoir gaulliste n'avait absolument pas anticipé les flux importants d'élèves et d'étudiants, pourtant prévisibles, conséquences du baby-boom. Dans les années 70, on recrute dans l'urgence des maîtres auxiliaires et on construit aussi dans l'urgence des collèges (NB : « Pailleron »). Après 1981, la Gauche titularise ces contingents de maîtres auxiliaires.

En 1989, devant les difficultés à recruter des enseignants, notamment en mathématiques et en sciences, Lionel Jospin, ministre de l'Éducation de Michel Rocard, augmente le nombre de places aux concours, revalorise les carrières et développe des concours et promotions internes. Les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM), établissements publics autonomes à caractère administratif, assurent une formation et une culture professionnelle commune à tous les enseignants du primaire et du secondaire. Recrutés à Bac + 3 les instituteurs deviennent Professeurs des Écoles (PE), fonctionnaires de catégorie A. Il n'y a plus de maîtres auxiliaires. Les remplacements sont effectués par des titulaires remplaçants.

Le concours intervenant au milieu de la formation. Le professeur admis était stagiaire rétribué : son temps de formation était partagé en trois tiers : un tiers de temps dans une classe en responsabilité, un tiers de temps de cours à l'IUFM pour des approfondissements, disciplinaires et généraux (sociologie, psycho...) et un tiers de temps pour l'étude personnelle d'un cas rencontré dans sa pratique donnant lieu à un débat pour la validation (niveau M2).

**Cap Finistère : Nicolas Sarkozy a cassé ce système.**

**Arlette Roudaut :** Tout à fait. Et d'ailleurs Jean-Michel Blanquer, bras droit du ministre Darcos, était déjà à la manœuvre. Pour résumer : les lauréats au concours étaient immédiatement mis sur le terrain avec une obligation de service à temps complet. Ils étaient amenés à gérer seuls leur classe, se basant sur l'expérience

acquise lors des quelques semaines de stages incluses dans leur formation. Un « compagnonnage » était supposé donner au nouveau professeur les clés de la pratique !



**Cap Finistère : C'est encore une fois la Gauche qui a amélioré la formation des enseignants ?**

**Arlette Roudaut :** Oui. La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République a créé, à partir de la rentrée 2013, les Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation (ESPE) et des Masters Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation (MEEF).

**Cap Finistère : Qu'est-ce qui vous paraît le plus contestable dans le projet actuel ?**

**Arlette Roudaut :** Jean-Michel Blanquer justifie sa réforme en s'appuyant sur un rapport de la Cour des comptes. L'objectif est de fournir des enseignants à bas prix. Aucune rémunération n'est prévue pour les étudiants de master qui feront des stages dans les classes. Le concours étant prévu en fin de M2, on peut imaginer que tous les étudiants ne seront pas reçus. Les recalés auront une formation bac + 5, après avoir suivi une professionnalisation. Ces non-diplômés vont représenter un volant de personnels non-titulaires, proches du statut de maîtres auxiliaires, des contractuels qui vont servir de variables d'ajustement. Il aurait été préférable de conserver le concours en fin de M1.

De plus, on voit bien l'idéologie qui est derrière : enlever la responsabilité de la formation aux universités, rétablir les pouvoirs des Recteurs et inspecteurs sur la formation.

**Cap Finistère : Que faudrait-il mettre en place pour garantir une formation initiale et continue des enseignants ?**

**Arlette Roudaut :** D'abord, arrêter de détricoter sans arrêt ce qui existe déjà sans qu'il y ait une évaluation indépendante. Il est certainement possible d'améliorer les ESPE comme il était possible de le faire pour les IUFM.

Le problème actuel est que la profession n'attire plus et que l'on peine à recruter en sciences, comme en 1999. Il faut revaloriser, comme l'avait fait Jospin, et accepter l'idée que former un enseignant c'est aussi important que former un ingénieur. Et il faudrait mettre en place une formation continue des enseignants plus régulière et plus systématique.